

Finistère. L'économie locale irriguée par la Défense

Etude de l'Agence d'urbanisme Brest-Bretagne

L'impact économique de la Défense dans le Finistère et le Morbihan est au minimum de 2,3 milliards d'€ par an. C'est la conclusion de la première étude exhaustive conduite par l'Adeupa, l'Agence d'urbanisme Brest-Bretagne.

À l'invitation de la députée de la 2^e circonscription du Finistère, Patricia Adam, l'étude était présentée lundi 30 mai 2016 à Brest en présence du préfet maritime, le vice-amiral d'escadre Emmanuel de Oliveira, François Cuillandre, président de Brest métropole et des différents membres du comité de pilotage dont l'Audelcor, l'agence de développement économique du pays de Lorient.

60 000 emplois

Les chiffres retenus portent sur l'année 2014 pour la partie emploi ; de 2011 à 2014 pour les commandes afin d'étaler les pics d'activité et obtenir ainsi une moyenne annuelle représentative des activités de la défense sur une année.

L'étude prend aussi en compte des structures sous tutelle du ministère de la Défense : Shom, Ensta Bretagne, Hôpital des armées HIA Brest...

La synthèse de ces milliers de données confirme le poids de la base de défense de Brest-Lorient, une des principales bases françaises avec Toulon et Paris. **« Elle a un rôle structurant pour tout l'Ouest breton »** analyse Nadine Le Hir qui a conduit l'étude pour le Pôle économie et prospective de l'Adeupa.

D'autant que la filière défense, avec notamment les industriels DCNS et Thales, représente une part importante de l'économie locale. **« C'est un socle de compétences sur lequel s'appuyer ».**

En comptabilisant les emplois directs (salariés du ministère), indirects (DCNS, Thales, Sovec, Snef, sous-traitants, grossistes, entreprises de services...) et tous les emplois induits par les dépenses des familles dans la région, Nadine Le Hir est arrivée au chiffre conséquent de 60 000 emplois, dont 10 000 localisés à Lorient. C'est 25 % de l'emploi total de la région de Brest, 10 % de Lorient.

Manne financière

L'étude prend aussi en compte les **volumes financiers** en termes de salaires, revenus des retraités, commandes des industriels et de la base de défense. Là encore l'impact est important. Les commandes de la base de défense Brest-Lorient, avec notamment le service de soutien de la flotte et l'Établissement d'infrastructure de la défense (Esid), pèse à lui seul 560 M d'€ chaque année. Il faut y ajouter celles de DCNS et Thales pour 176 M d'€.

Sans oublier les 25 000 retraités résidant dans le périmètre de la base de défense et les 12 000 autres personnes touchant des pensions de retraite pour un revenu global de 610 M d'€. L'addition de ces chiffres permet d'atteindre les 2,3 milliards d'euros indiqués plus haut.

De plus, **« l'impact économique de la défense sur le territoire est sous-évalué**, souligne Nadine Le Hir. **Il manque par exemple tous les retraités de DCNS et Thales, mais aussi les commandes émanant directement du ministère de la Défense notamment en matière d'armement ».** Et toutes les données classées secret défense en général.

Ainsi l'addition de tous ces éléments confirme la place cruciale que représente la Défense dans une région fragilisée par les crises successives du textile, de la pêche, de l'agroalimentaire et de l'agriculture.

L'étude peut être consultée dès à présent sur www.adeupa-brest.fr/

Extrait de : Ouest France Entreprises, 31 mai 2016